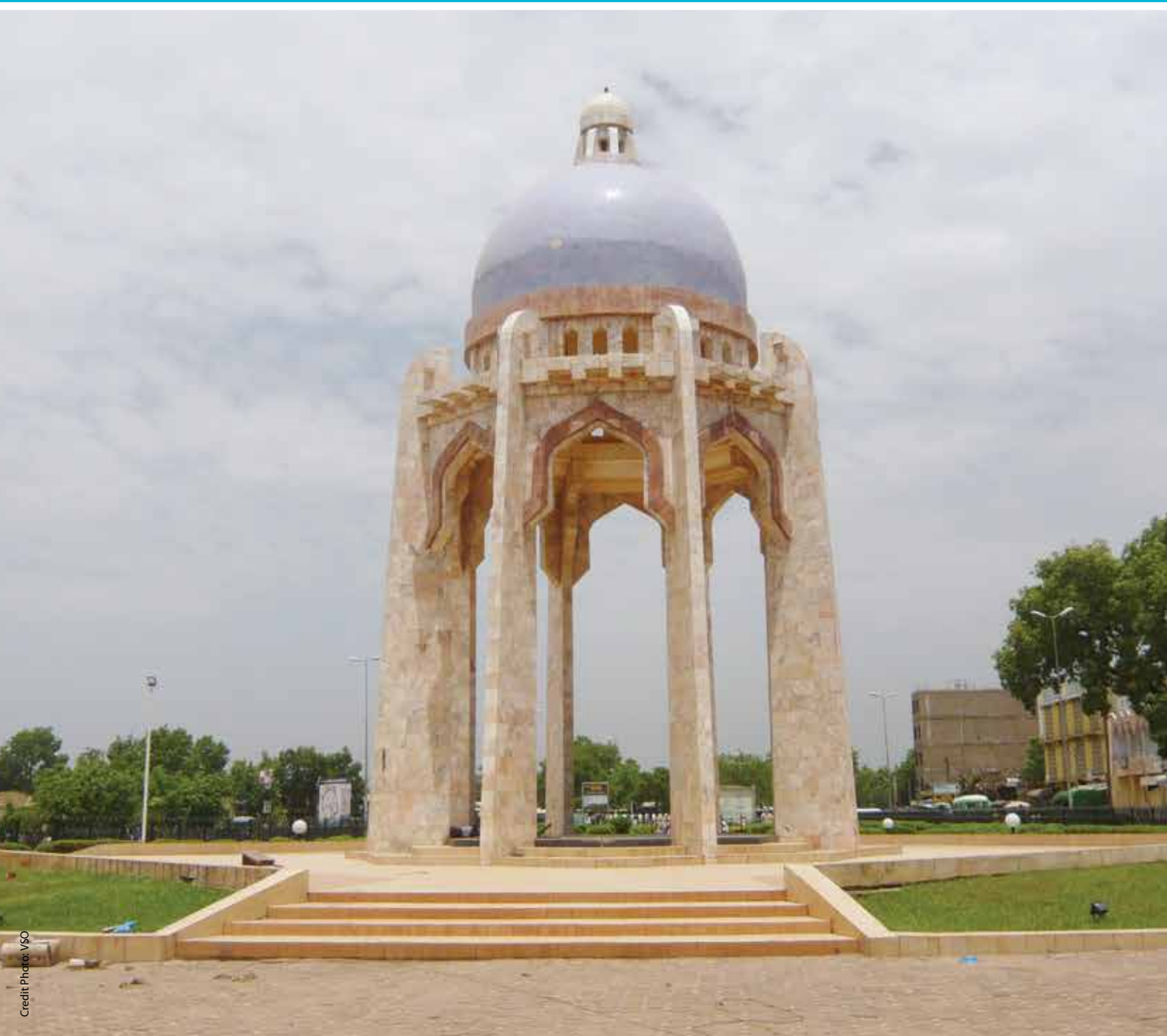




MALABO
MONTPELLIER
FORUM

MIEUX NOURRIS

Comment l'Afrique peut construire
un futur sans faim ni malnutrition



Credit Photo: VSO

MALI



ETUDES DE CAS



MIEUX NOURRIS - MALI

Entre 2000 et 2016, la malnutrition infantile au Mali a montré des signes d'une amélioration modeste, possiblement tempérée par le conflit de ces dernières années, en particulier dans le Nord. L'Indice de la faim dans le monde a été réduit de 44 en 2000 à 28 en 2016 (équivalent à 36 % de changement). Ces progrès sont également concrétisés par une réduction du retard de croissance de 43 % à 35 % ; mais le Mali est encore loin d'atteindre la cible de la Déclaration de Malabo consistant à réduire le retard de croissance à moins de 10 % d'ici 2025.¹ Les réformes institutionnelles telles que l'augmentation des responsabilités de la Division nutrition et les interventions, à travers les secteurs de l'agriculture, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, ont joué un rôle clé dans la réalisation et le maintien des progrès.

RÉFORMES INSTITUTIONNELLES

Au Mali, la Division nutrition se situe à la Direction nationale de la santé, au sein du ministère de la Santé. Depuis 2001, cette division a supervisé des interventions et des activités de soutien aux structures décentralisées. En 2003, l'Agence nationale de la sécurité sanitaire des aliments a été créée pour assurer la coordination de toutes les actions liées à la sécurité sanitaire des aliments. En 2004, le Bureau du Commissaire à la sécurité alimentaire a été établi au sein de la présidence de la République, avec la mission d'assurer la mise en œuvre de la politique nationale de sécurité alimentaire. L'adoption de la politique nationale de nutrition en 2013 a mené à la création d'un Conseil national de la nutrition (CNN) et du Comité technique intersectoriel pour la nutrition (CTIN). La mission du CNN est la planification et la coordination au plus haut niveau de la politique nationale de nutrition. Le CTIN, quant à lui, agit plutôt comme un observateur de la nutrition ; il publie des indicateurs de tendance et assure l'harmonisation des divers plans sectoriels.² Toutes les législations spécifiques à la nutrition – y compris le code international de la commercialisation des substituts du lait maternel et de la fortification des aliments – sont mises en pratiques à travers le CTIN. En outre, le gouvernement a entrepris de financer la nutrition et d'en faire un de ses domaines prioritaires de développement. En 2015, le Mali a inclus une ligne budgétaire à part pour la nutrition, permettant la transparence et la responsabilisation dans le cadre des dépenses en termes d'interventions et d'activités de nutrition.³

INTERVENTIONS POLITIQUES ET PROGRAMMATIQUES

Par rapport aux autres pays, la politique de développement national à moyen terme et à long terme du Mali (Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté) accorde une très grande importance à la nutrition. Le ministère de la Santé du Mali a introduit plusieurs programmes qui ont une incidence spécifique sur la nutrition, y compris le Programme de gestion de la malnutrition aigüe, le Programme de gestion de la nutrition pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA, le Programme d'alimentation des nourrissons et jeunes enfants, et le Programme d'actions essentielles en nutrition. La nutrition est une partie intégrante du Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté depuis 2007. En 2011, le Mali a rejoint le Mouvement SUN (*Scaling Up Nutrition*). Afin de mettre en œuvre la politique nationale de nutrition, le Mali a pris un engagement programmatique clé en 2014 en adoptant un plan d'action multisectoriel détaillé pour combattre la malnutrition.

Les interventions de lutte contre la malnutrition semblent être efficaces au Mali. Le Programme de renforcement de la prévention et du traitement communautaire de la malnutrition aigüe (2012-2014) a été mis en œuvre dans les régions de Koulikoro et de Sikasso. Ce programme visait à renforcer la

détection communautaire, la référence et le suivi de la malnutrition aigüe. Le programme cherchait également à augmenter le nombre de femmes engagées dans la production de plantes riches en nutriments et d'aliments d'origine animale, afin d'assurer que les membres les plus vulnérables des ménages consomment ces produits. Par ailleurs, le programme a assisté les femmes dans la vente des excédents de production sur les marchés environnants, permettant ainsi une augmentation des revenus du ménage et un renforcement de la résilience. Une évaluation a révélé 29 % et 40 % d'augmentation de la connaissance des bonnes pratiques d'alimentation des enfants parmi les femmes de Koulikoro et Sikasso, respectivement. Le taux de récupération parmi les enfants traités pour malnutrition aigüe modérée a atteint les 89 % à Sikasso et 83 % à Koulikoro.

D'autres données probantes sur le Mali indiquent que l'approche de la chaîne de valeur pour booster la production et la consommation d'aliments nutritifs est un moyen efficace d'améliorer la nutrition. En 2012, le Projet d'amélioration de la production et de la consommation de légumes, mis en œuvre dans la région de Sikasso, a été axé sur : le développement des gammes de semences, des pratiques de maraîchage ; l'amélioration de la diversité alimentaire ; la création de coopératives de formation pour développer des recettes d'alimentation complémentaire pour les jeunes enfants en utilisant des céréales et des légumes riches en nutriments disponibles localement. Ce projet a également permis d'établir des liens commerciaux entre les coopératives et les fournisseurs d'intrants. Il a encouragé les coopératives d'agricultrices locales à augmenter la production de légumes hors-saison en fournissant des intrants et des formations sur les techniques de maraîchage. Non seulement le projet a amélioré la consommation alimentaire des ménages, mais il a aussi augmenté les revenus à travers la vente de l'excédent de production.

En 2012, un programme intégré de gestion de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, et de la nutrition (WASH) a été lancé au nord Mali pour améliorer le statut nutritionnel de 187.000 femmes et 60.000 enfants (en particulier des enfants de moins de deux ans) dans les ménages et les communautés rurales pauvres de 180 villages. Quatre cents agents de vulgarisation communautaire ont été formés pour promouvoir les bonnes pratiques d'hygiène (WASH) et de nutrition au niveau des ménages. Les activités incluaient, entre autres, la promotion de l'accès et de l'utilisation des latrines, des démonstrations du traitement de l'eau au niveau communautaire, des visites individuelles aux ménages centrées sur la promotion de l'allaitement maternel exclusif, le lavage des mains avec du savon, et des conseils et des prises en charge en nutrition. De plus, les agents de vulgarisation ont régulièrement suivi et transféré les enfants en situation de malnutrition dans les villages d'intervention du projet.

Bien que le Mali ait montré des signes d'amélioration des niveaux de malnutrition, le pays reste encore loin des cibles nationales et internationales en matière de nutrition. Les interventions institutionnelles et programmatiques du gouvernement, y compris l'Unité de coordination de la nutrition nouvellement établie, montrent que des progrès peuvent être accomplis. Cependant, les conflits violents au nord du pays continuent d'exercer une pression sur la production alimentaire, sur l'amélioration des moyens de subsistance et sur les budgets du gouvernement, mettant en péril tous les progrès qui ont été réalisés dans la réduction de la malnutrition.

Citation Préférée: Le Panel Malabo Montpellier (2017). Etude de cas: Mali. Dakar. Décembre 2017.

¹ Grebner, K. von, Bernstein, J., Hossain, N., Brown, T., Prasai, N., Yohannes, Y., Patterson, F., Sonntag, A., Zimmermann, S.-M., Towey, O., Foley, C., 2017, 2017 Global Hunger Index: The Inequalities of Hunger. Washington, DC: International Food Policy Research Institute; Bonn: Welthungerhilfe; and Dublin: Concern Worldwide. <http://ebrary.ifpri.org/utils/getfile/collec-tion/p15738coll2/id/131422/filename/131628.pdf>

² Ministère de la Santé Mali, 2014, Politique Nationale de la nutrition Mali. <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/mli152514.pdf>

³ Scaling Up Nutrition Movement, 2014, Mali SUN Movement Compendium. http://docs.scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2014/11/SUN_Compendium_ENG_20141026_09Mali.pdf

⁴ Ibid.

⁵ Government of Mali, Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté, 2011, http://www.maliapd.org/IMG/file/pdf/DOCUMENTS_CLES/1_CSCR-P/2012_Plan_d_Actions_Prioritaires_CSCR_2012_2017_VF2.pdf

⁶ Nielsen J. and Knieriem, M., 2014, Strengthening Community Based Management Of Acute Malnutrition And Food Security In Two Region Of Mali: Koulikoro And Sikasso, USAID and Helen Keller International, http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00K6VF.pdf

⁷ USAID, 2014, Mali Nutrition Profile. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1864/USAID-Mali_NCP.pdf

⁸ Bery, R., Traore, S. and Shafritz, L., 2016, WASHplus in Mali: integrating WASH and nutrition for healthy communities. Field Exchange 51, January 2016. p134. www.enonline.net/fex/51/washplusmali